



Lundi 11 avril 2016

De nuit et de jour : travailleurs, debout !

François Fillon est « *choqué* ». Est-ce par la fraude fiscale à Panama ? Par le salaire de Tavares, PDG de PSA, qui a doublé en un an à 14 500 € par jour ? Par la loi El Khomri, que le gouvernement maintient malgré l'opposition de l'immense majorité de la population ? Rien de tout cela. Il se dit « *choqué* » que les manifestations de la Nuit debout ne soient pas évacuées par la police au nom de l'état d'urgence.

« De l'argent, il y en a dans les poches du Panama »

Le patronat se croit tout permis et les politiciens, de gauche comme de droite, rivalisent de servitude pour effacer ses moindres contrariétés. Valls envoie sa police frapper des adolescents et gazer les manifestants. Fillon et les Républicains proposent de faire « place nette » pour l'exploitation. Tous rêvent de nous imposer une véritable dictature du capital.

Ils n'ont pas honte, après que les « Panama papers » ont révélé une partie de la grande délinquance, celle des riches. Au contraire, ils inventent des niches et crédits d'impôt pour rendre la fraude parfaitement légale. Quant à la loi dite « Travail », elle vise à légaliser les infractions des patrons en leur permettant de licencier contre une bien maigre indemnité en cas d'illégalité.

Patronat et gouvernement se sentent les mains libres et multiplient les attaques contre les travailleurs : avec la loi Travail, mais aussi avec le « décret socle » pour les cheminots, qui impose toujours plus de flexibilité et vole des jours de repos, ou encore le plan Hirsch, qui supprime des emplois et des jours de RTT dans les hôpitaux parisiens. Toutes ces attaques se ressemblent, il faut nous assembler pour nous y opposer !

La colère est toujours là

Nous étions nombreux dans la rue le 9 mars, le 31 mars et encore le 9 avril, contre la loi Travail. Parce qu'il y a eu un peu moins de monde un samedi, les médias voudraient déjà enterrer la mobilisation. Mais la colère est toujours là. Les étudiants et lycéens s'organisent en assemblées générales, rendent visite aux salariés. Tout le monde se sent concerné. Chez les cheminots, nombreux sont ceux qui veulent en découdre et posent le problème de la grève

reconductible.

Pourtant, parmi les travailleurs, il y a beaucoup d'indignation, mais aussi beaucoup d'hésitations. Car les luttes localisées et dispersées de ces dernières années ont été difficiles et chacun se sent isolé sur son lieu de travail. Mais l'isolement n'est pas une fatalité. Aujourd'hui, un choix se pose à nous : soit attendre que d'autres mènent la lutte pour nous, soit nous donner une chance de gagner en nous organisant pour étendre la mobilisation. Alors que le gouvernement fait l'unanimité contre lui, il est possible d'inverser le rapport de forces.

À chacun de nous de préparer la suite

Les directions syndicales appellent à une nouvelle journée de grève et de manifestations le 28 avril. Il faudra nous en saisir et y être le plus nombreux possible. Mais des journées espacées ne suffiront pas à faire reculer le gouvernement. Sans attendre cette nouvelle journée, il faut faire comme les étudiants, organiser des comités de mobilisation, coordonner les équipes qui veulent préparer sérieusement la lutte. Ces équipes existent, comme le montre le succès de la Nuit debout. Elles doivent s'adresser à leurs collègues pour entraîner ceux qui sont encore hésitants.

En 1968, les étudiants avaient donné le coup d'envoi, mais c'est la grève générale qui avait fait peur à un gouvernement que l'on disait « fort », obligeant même De Gaulle à se carapater en Allemagne. C'est cette trouille des travailleurs qu'il faut faire renaître au sein du patronat et de son gouvernement. Le patronat n'a qu'une crainte, c'est que les travailleurs décident de ne plus l'enrichir. Eh bien imposons-lui le recul qu'il mérite, faisons-lui ravalier son mépris et sa loi indigne.

Le monde pourra changer quand les travailleurs relèveront la tête !

L'horloge parlante

Ces temps-ci, le Responsable Fabrication semble avoir une seule et unique préoccupation : être sur notre dos. Il passe au changement d'équipe, voir si tout le monde est bien à son poste jusqu'au bout, ne cesse d'exiger des explications en cas d'absences... Il prétend faire respecter les horaires, mais se fait surtout détester de tout le monde... Il faut dire qu'il est doué pour ça ! Alors gare au retour de mécanique...

NCS, le retour ?

Le 31 mars, malgré la pluie, puis le 9 avril, nous étions à nouveau un certain nombre de l'usine à manifester contre la loi Travail. De nombreux salariés l'ont compris : cette loi ne doit pas passer. Tout comme PSA avait profité de l'ANI pour nous imposer son prétendu Nouveau Contrat Social, il est évident qu'elle n'attend qu'une chose avec la loi Travail : profiter du contexte pour nous attaquer à nouveau avec un NCS2.

Comme un mauvais film, l'histoire ne doit pas se répéter. Continuons à amplifier le mouvement contre la loi Travail, aux côtés des étudiants et des lycéens.

Les Samedis au soleil !

Pour les mois d'avril et mai, la direction prétend nous imposer un rythme de deux C Mod par mois : deux en avril pour l'équipe A et l'équipe de nuit, un fin avril et un début mai pour l'équipe B. Le tout dans le but de commencer à constituer ses stocks pour les trois semaines de fermeture cet été.

À Saint-Ouen, nous sommes toujours restés fermes sur nos exigences : pas plus d'un C Mod par mois. Il va sans doute falloir rappeler cette tradition à la direction.

Picsou XXL

La semaine dernière au Quart d'heure Com' la hiérarchie a fait l'éloge du nouveau plan Tavares. Après avoir engrangé 1,2 milliards, pourquoi s'arrêter en si bon chemin ?! Il faut encore, toujours plus de productivité. Comme ça Tavares pourra tripler ou quadrupler son salaire ?

Ces exploiters sans vergogne n'ont qu'à bien se tenir : c'est avec notre peau qu'ils ont augmenté leurs dividendes. Push to pass : à force de trop pousser le bouchon, ça peut aussi leur péter à la gueule.

Pan dans les dents !

Mardi 5 avril, une centaine d'ouvrier de Poissy a débrayé plus d'une heure et a défilé dans les allées de l'usine en criant des slogans contre la Loi Travail. Le jeudi 31, la direction avait annulé la

séance en les lock-outant pour empêcher un débrayage, sous un prétexte bidon de manque de blocs hydrauliques ABS. La direction a peur que les grévistes réussissent à entraîner du monde et elle peut continuer. Les ouvriers de Poissy restent mobilisés pour imposer le retrait de cette loi patronale.

Notre force c'est le nombre

A Poissy la direction a annoncé à 20 caristes de la Logistique du Montage que s'ils ne passent pas à la chaîne d'ici juin, ce sera la porte. En novembre, 120 autres devront faire de même. En tout, ce sont donc 140 caristes qui sont menacés. Face à une direction ne recule devant rien pour dégager les salariés les uns après les autres, la seule issue serait d'imposer le partage du temps de travail entre tous et le maintien de tous les postes, y compris ceux des intérimaires.

Merci Renault !

Un salarié prestataire au Technocentre de Renault Guyancourt est interdit de site depuis le 17 mars. La veille, il avait osé contacter par mail, depuis chez lui et avec son adresse privée, les syndicats de Renault pour faire la pub du film *Merçi Patron !*, qui dénonce les licenciements du groupe LVMH et tourne en ridicule son PDG, Bernard Arnault.

Mise au courant, la direction a ordonné dès le lendemain à l'entreprise prestataire de reprendre son badge. Son patron le menace de licenciement. C'est complètement illégal. La direction de Renault est sûrement jalouse de celle de LVMH : elle veut aussi son film... PSA a déjà le sien, c'est *Comme des lions* de Françoise Davisse !

Sous le soleil de Panama... leur pognon à l'ombre

Excitation maximum des médias avec ces « Panama papers » ! Pendant plus d'un an, 400 journalistes ont dépouillé des données concernant plus de 214 000 entreprises prête-noms ou domiciliations bidon à Panama. Quasiment tout le gotha de la finance et de la politique est concerné. Est-ce vraiment un scoop ? Nul n'ignore que dans ce système, une poignée de riches devient toujours plus riche, et que ces asociaux invétérés n'en ont jamais assez et ne veulent pas payer un radis d'impôts. À leur tour, les politiciens qui autorisent ces petits arrangements doivent mettre les pourboires qu'ils en tirent à l'ombre !

Mais tout ce beau monde ne se ronge pas les sangs : il suffit de se prendre un bon avocat... payé par l'économie d'impôts.